N° 455667

M. B...

5^{ème} et 6^{ème} chambres réunies

Séance du 27 juin 2022

Lecture du 12 juillet 2022

Conclusions

M. Maxime BOUTRON, Rapporteur public

1. Cette affaire va vous conduire à trancher une **question de compétence territoriale** des tribunaux administratifs saisis en premier ressort de contestations de délibérations de jury de concours externe pour la fonction publique.

2. M. A... B... a présenté le concours externe d'officier de la police nationale. Les épreuves se sont déroulées de janvier à juin 2021. Il en conteste le résultat en tant que le jury ne l'a pas admis. Sa requête est dirigée contre la délibération du jury du 17 juin 2021 arrêtant la liste des candidats admis, sur laquelle il ne figure donc pas.

3. Il ne fait aucun doute que son recours dirigé contre la délibération du jury n'est pas au nombre de ceux dont il vous appartient de connaître en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-1 du code de justice administrative. Vous savez que l'article R. 311-1 attrait directement devant vous, en premier et dernier ressort certains litiges de recrutement d'agents publics, mais uniquement ceux concernant les agents nommés par décret du Président de la République en vertu des dispositions de l'article 13 de la Constitution et des articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance n°58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires de l'Etat. Les officiers de la police national n'en font pas partie.

4. Vous pouvez constater votre incompétence sans avoir besoin de procéder à une communication préalable aux parties du moyen tiré de **votre incompétence pour en connaître en premier ressort** (v. CE, 2/7 CHR, 26 avril 2017, 399945, Fédération de boxe américaine et disciplines associées, T. p430-527-529).

5. Mais il vous faut **déterminer le tribunal administratif territorialement compétent**. Vous savez que le principe de la compétence territoriale est prévu à l'article R. 312-1 du code de justice administrative, héritier de l'article R. 46 de l'ancien code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : *« le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel a légalement son siège l'autorité qui, soit en vertu de son pouvoir propre, soit par délégation, a pris la décision attaquée »*. Mais cette règle ne vaut que

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

« lorsqu'il n'en est pas disposé autrement par les dispositions de la section 2 » du même chapitre du code de justice administrative portant sur les compétences territoriales.

Or l'article R. 312-12, qui reprend l'article R. 56 de l'ancien code, qui concerne les litiges intéressant les fonctionnaires ou agents de l'Etat et des autres personnes ou collectivités publiques, précise, aux termes du 4^{ème} alinéa « *Si cette décision a un caractère collectif (tels notamment les tableaux d'avancement, les listes d'aptitude, les procès-verbaux de jurys d'examens ou de concours, les nominations, promotions ou mutations présentant entre elles un lien de connexité) et si elle concerne des agents affectés ou des emplois situés dans le ressort de plusieurs tribunaux administratifs, l'affaire relève de la compétence du tribunal administratif dans le ressort duquel siège l'auteur de la décision attaquée* ». On le voit, l'article R. 312-12 s'applique lorsque 2 conditions sont réunies : la décision a un caractère collectif (1) et elle concerne des agents affectés ou des emplois situés dans le ressort de plusieurs tribunaux administratifs (2).

Dès lors que sont visés explicitement, dans la lettre de l'article, les PV de jurys d'examens ou de concours, c'est bien l'article R. 312-12 qui semble applicable à la présente affaire, dans laquelle est en cause une décision de jury pour un concours d'officier de police sur tout le territoire national.

6. Mais un sort particulier pourrait être réservé au « refus de recrutement » sur un concours externe puisque par construction la personne qu'il est refusé de recruter n'est pas fonctionnaire, même si son action contentieuse vise le contraire, lorsqu'elle introduit le litige. En l'espèce, M. A... B... ne l'est pas.

Ainsi la décision M. C... (3/5 ssr, 21 septembre 1992, 105250) applique la règle générale, qui figure aujourd'hui à l'article R. 312-1 pour un refus de recrutement. Mais il s'agissait d'une décision individuelle, pas d'un acte collectif, ce qui excluait l'application du 4^{ème} alinéa de l'article R. 312-12.

De même, dans une décision Mme D... (9/10 ssr, 14 janvier 2002, 216689, T.p659-661), il est certes fait application de la règle générale de l'article R. 312-1 pour une requête en annulation d'un concours d'assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques. Mais les emplois se situaient dans le ressort du seul tribunal administratif d'Amiens si bien que l'article R. 312-12 ne pouvait pas s'appliquer non plus.

De même, dans la décision Fédération des travailleurs de l'information du livre, de l'audiovisuel et de la culture CFDT et autres (4/1 ssr, 16 mars 1998, 183715, concls Remy Schwartz T. p828-932), l'application de l'article R. 56 est écartée pour un jury de certificat d'aptitude professionnelle d'opérateur projectionniste de l'audiovisuel pour les académies de Paris, Créteil et Versailles, d'abord parce que l'acte administratif n'a pas un champ d'application s'étendant au-delà du ressort d'un seul TA. Et ensuite, ou **par ailleurs**, parce qu'il ne met en cause ni des fonctionnaires ni des agents publics.

A l'inverse, on trouve dans votre jurisprudence des décisions faisant application de l'article R. 312-12, ou de l'ancien article R. 56 (4^{ème} JS, 4 juillet 2018, M. E... et autres, 396689 pour un

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

résultat de concours réservé au recrutement de professeurs certifiés stagiaires ouvert en 2016 dans l'option « créole » ; 3^{ème} JS, 28 juillet 2000, F... 219242 pour un jury de concours externe d'agent de maîtrise territorial ; 4^{ème} JS, 14 juin 1996, Mme G... 165514 pour un concours de professeur des écoles (concours externe) ; 2/6 ssr, 15 décembre 1995, H..., 136056 pour une décision de jury du concours de chef technicien de France Télécom).

Dans ces conditions, nous n'estimons pas que votre jurisprudence ait fermement tranché cette question. Et nous vous proposerons d'appliquer l'article R. 312-12 qui vise précisément les procès-verbaux de jurys d'examens ou de concours et de lui donner sa pleine portée.

7. Une fois que l'application de l'article R. 312-12 confirmée, il reste à déterminer le tribunal administratif compétent. Contrairement à l'article R. 312-1 qui vise « l'autorité qui, soit en vertu de son pouvoir propre, soit par délégation, a pris la décision attaquée », l'article 312-12 dans son 4^{ème} paragraphe vise **le siège de l'auteur de la décision attaquée**. Il ressort de la décision attaquée que la Présidente du Jury, Mme Martine Coudert, a signé la liste des 173 candidats déclarés admis le 17 juin 2021 à Noisy-le-Grand.

Nous l'avons dit, le 4^o de l'article R. 312-12 vise le siège de l'auteur de la décision attaquée. **Deux approches sont possibles : lieu où a été signé le procès-verbal du jury ou siège de l'autorité organisatrice du concours.** Les deux peuvent bien sûr différer. Relevons que **votre jurisprudence distingue clairement leurs décisions** : CE, 1^{ère} js, 14 février 2007, I..., 299086 : qui détache les décisions du jury de concours chargé d'apprécier la valeur d'un candidat de celle de l'autorité organisatrice qui admet ou non à concourir. Les textes aussi. Ainsi l'article L. 325-36 du code de la fonction publique dispose que « *Chaque concours de la fonction publique de l'Etat donne lieu à l'établissement d'une liste classant par ordre de mérite les candidats déclarés aptes par le jury. / Ce jury établit, dans le même ordre, une liste complémentaire afin de permettre le remplacement des candidats inscrits sur la liste principale qui ne peuvent pas être nommés et, éventuellement, de pourvoir des vacances d'emplois survenant dans l'intervalle de deux concours* ».

Et nous trouvons dans votre jurisprudence le choix géographique du lieu où le jury s'est effectivement réuni : v par exemple votre décision Mme D... (CE, 9/10 ssr, 14 janvier 2002, 216689, T. p659-661), à propos du concours interne d'assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité bibliothèque, organisé par la délégation régionale qui avait siège dans le ressort du tribunal administratif d'Amiens. Ou encore votre décision Fédération des travailleurs de l'information du livre, de l'audiovisuel et de la culture CFDT et autres (CE, 4/1 ssr, 16 mars 1998, 183715, T. P828-932) s'agissant du jury proclamant les résultats de la session 1995 du certificat d'aptitude professionnelle d'opérateur projectionniste pour les académies de Paris, Versailles et Créteil.

Pour autant, il ne nous semble pas que cette position soit figée. Cette jurisprudence s'inscrit dans l'époque où le Conseil d'Etat était compétent en premier et dernier ressort pour trancher les litiges concernant les décisions des organismes collégiaux à compétence nationale.

D'autre part, on trouve des décisions qui retiennent le siège de l'autorité organisatrice des épreuves : Ordonnance 427106 du 26 mars 2019 qui retient, s'agissant de la délibération d'un

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

jury de concours organisé par le CNG le TA dans le ressort duquel se trouve le siège du CNG et non le siège du jury.

8. La notion de **siège du jury** nous apparaît d'un maniement très délicat. La décision de composition d'un jury ne lui attribue pas toujours un siège. Et nous pouvons parfaitement imaginer, dans un contexte de crise sanitaire, l'organisation de délibérations en visio-conférence, finalement extra-territorialisées. Aussi, il nous semble que l'alternative la plus sécurisante consiste à distinguer d'un côté le cas où les textes organisant le concours attribuent expressément un siège au Jury, ce qui conduira à retenir le tribunal dans le ressort duquel se trouve ce siège, et d'un autre côté les cas où les textes sont imprécis ou muets où il nous apparaît plus sécurisant de retenir que le siège du jury est celui de l'administration en charge d'assurer l'organisation du concours. Dans le cas d'espèce, ni l'arrêté du 27 janvier 2014 fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des concours pour le recrutement des officiers de police nationale, ni l'arrêté du 30 octobre 2020 fixant la composition des jurys des concours d'officiers de police de la police nationale, pour la session 2021, ne comportent de telles précisions.

A l'inverse, l'arrêté du 31 mai 2021 qui modifie celui du 30 octobre 2020 prévoit à son article 2 que le directeur central du recrutement et de la formation est chargé de l'exécution. Sa direction son siège au Ministère de l'intérieur.

PCMNC : Attribution de l'affaire au tribunal administratif de Paris.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.